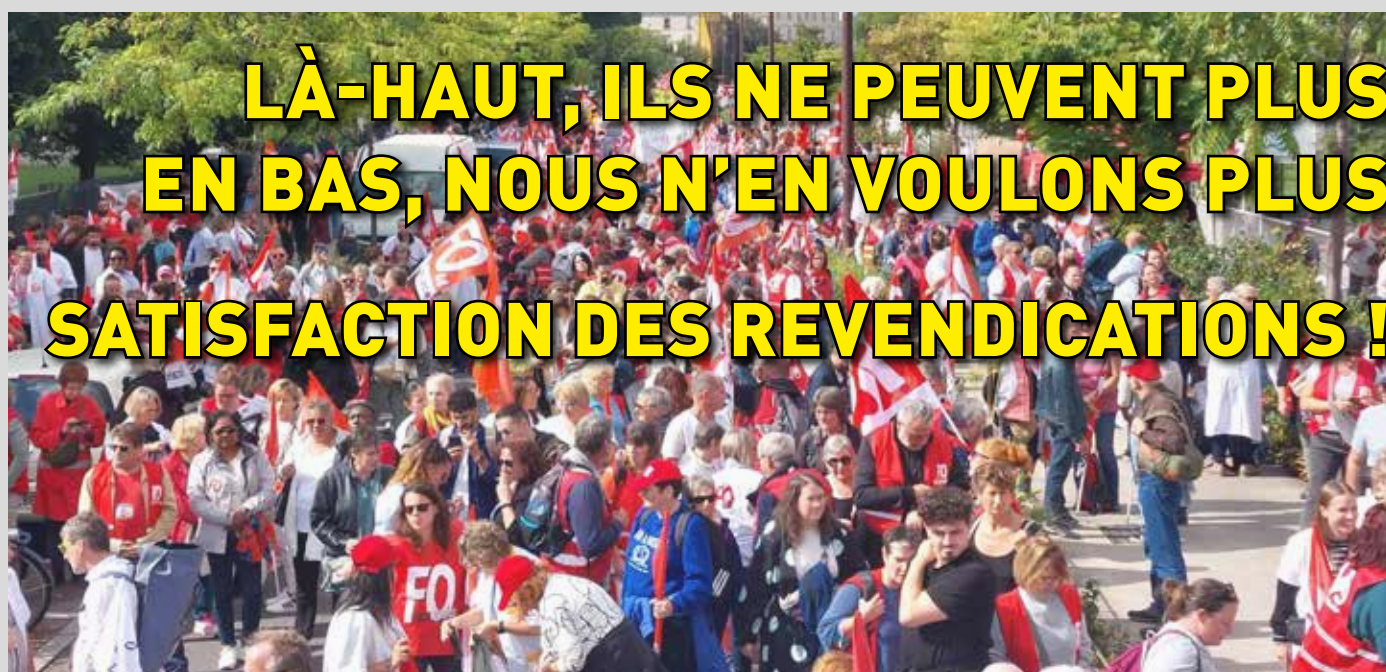
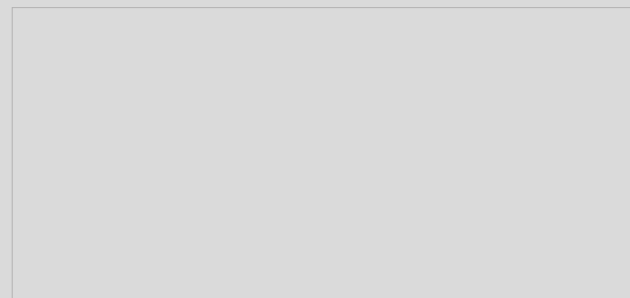


Le Combat Social

FO 49

Bulletin d'informations de l'Union Départementale cgt-FO de Maine-et-Loire

N°8-2025 Sptembre/Octobre (2025) | 1 €





L'éditorial de Magali Lardeux

LE COMBAT SOCIAL FO 49

(Prix : 1 €)

Imprimé à l'UD
CGT-Force Ouvrière
de Maine-et-Loire
14, place Louis Imbach
49100 ANGERS
02 41 25 49 60
udfo49@force-ouvriere.fr

www.fo49.fr

Inscrit à la CPPAP

n° 0725507442

**Directrice de
publication :**
Magali LARDEUX

Sommaire

- 2/3 Édito de Magali Lardeux
- 4/5 Mobilisation « Bloquons
Tout »
- 6 Mobilisation Régionale
Santé
- 7 Interview Cécile Maillet
- 9/10/11 AG de Rentrée
- 12 Mobilisations des 18
septembre et 02 octobre
- 13 Meeting contre la
Guerre du 05 Octobre
- 14/15 80 ans de la Sécurité
Sociale

Là-haut, ils ne peuvent plus En bas, nous n'en voulons plus Satisfaction des revendications !

Pour la quatrième fois en un an, Emmanuel MACRON a dû trouver un 1er Ministre.

Dans l'impasse après avoir mené depuis huit ans une politique anti-ouvrière qui a détruit les conditions de travail, de salaire, de vie des salariés, il bat ses propres records d'impopularité avec 14% de « taux de confiance ». Nombre de ses alliés ont quitté le navire avant le naufrage. C'est la fuite en avant...

Il tente de poursuivre dans la même direction et veut que le projet de budget 2026 prévu par BAYROU, modifié à la marge, soit présenté demain matin en Conseil des ministres, après la nomination à la hâte d'un « nouveau » gouvernement intégrant quelques grands patrons (dont les intérêts particuliers ont été bien servis jusqu'ici !)

Censure pas censure ?

Pour les salariés, l'austérité n'est plus tenable !

Elle se décline dans tous les secteurs professionnels



avec des conséquences dramatiques. L'austérité dans les services publics, **c'est la fermeture du collège Jean Rostand** à Trélazé et ses élèves privés d'instruction faute de bâtiments entretenus, c'est les **26 CROUS menacés d'une fusion** qui va impacter lourdement les personnels et la jeunesse. C'est aussi, **le chômage et les licenciements dans le privé**. « Les banques anticipent environ 69.000 défaillances d'entreprises pour 2025, une vague historique ». Nous connaissons les dé-

clinaisons locales de PSE (SADEL) de restructurations (Robert et Marcel), de fin de recours massif à l'intérim comme variable d'ajustement (Scania) ... C'est aussi les bas salaires : 45% des personnels de l'**Université Catholique de l'Ouest** n'aurait qu'une aumône de 19 euros, la jeune section FO les appelle à se mobiliser ; **le service d'oncopédiatrie du CHU** a été contraint à la grève reconductible pour obtenir une prime et **sont en passe de gagner...**

Ce qui a opposé E. MACRON

à 90% des salariés est rapidement remonté à la surface, à savoir la question de la réforme des retraites imposée à coup de 49-3 et de gaz lacrymogène. Voilà qu'il deviendrait possible de la « suspendre » ... pas l'abroger bien sûr, pas revenir sur le nombre de trimestres, non, la suspendre pour la « remettre à plat » ... et aller plus loin. D'ailleurs, ceux qui regrettent que le conclave ne soit pas allé jusqu'au bout, comme la CFDT, veulent discuter réforme par points !

Assez de trahisons des salariés ! **Pour FO, les revendications sont claires : nous voulons l'abrogation de la réforme des retraites**, nous défendons le régime par répartition dont notre camarade Georges BUISSON a jeté les bases. Le tract de l'UD « **Focus sur la Sécurité Sociale. Elle a 80 ans** » est disponible à l'UD en nombre pour une diffusion massive afin d'engager la défense de cette grande conquête sociale !

Nicolas DUFOURCQ nommé par MACRON directeur de BPI France prétend que « la retraite à 68 ans et peut-être même 70 ans est inéluctable... » Les 51 Camarades FO réunis en Commission administrative ce 13 octobre ne sont pas de cet avis et disent : ils sont fragiles, « c'est le moment d'y aller » sur les revendications claires et en organisant le rapport de force efficace. Discutons partout de la motion FO du 2 octobre, sortons des journées d'action saute-moutons et du calendrier de la CGT. Construisons le rapport de force gagnant ! Continuons d'expliquer les falsifications de la « dette » : chacun naît dans ce pays avec 10 782 euros de patrimoine à la naissance nous expliquent les Camarades des finances. Le « trou » de notre Sécu est créé de toutes pièces par les 70 milliards d'exonérations patronales renchérissent les Camarades des Organismes sociaux.

De l'argent il y en a ! Et même beaucoup quand il s'agit de faire la guerre : 413 milliards d'ici 2030 ! On nous annonce le passage en économie de guerre. Les Échos nous informe que « la production an-



nuelle d'obus passera de 500.000 à 2 millions d'ici à fin 2025. Il va falloir mobiliser toute une partie de l'industrie française ». 43 % d'entreprises n'y travaillant pas pour l'instant seraient intéressées.

Ceux qui bafouent les résultats des élections, usent de toutes les magouilles pour garder le pouvoir, prétendent défendre la démocratie en faisant la guerre ! Ils n'ont jamais fait tant de profits avec la poudre et les obus. L'année 2024 a été une « année exceptionnelle » : 21,6 milliards d'euros de prises de commandes, deux fois la moyenne des dix années précédentes. La vente de souches virales utilisables à des fins militaires vers la Russie a triplé et la vente d'armes vers Israël n'a jamais été aussi importante qu'en 2024 pour commettre un génocide.

« Le syndicalisme a pour devoir de se consacrer à la sauvegarde de la paix »

Ce sont les mots du Congrès de fondation de FO les 12 et 13 avril 1948. Conformément à notre histoire, à notre internationalisme, à notre anticolonialisme, à notre solidarité avec les travailleurs du monde entier, nous avons participé depuis deux ans aux manifestations pour le Cessez-le-feu. Alors que le « Plan de paix » de TRUMP n'est pas autre chose qu'un plan de colonisation, **une grande manifestation est prévue à ANGERS le samedi 18 octobre à 15H.**

Nous appelons les syndiqués à manifester !

En outre, 47 militants FO du Maine-et-Loire se sont rendus au meeting international contre la guerre du 5 octobre au Dôme à Paris qui a réuni 4000 participants en présence d'organisations coopérant pour « la paix par en bas », à l'heure où le système capitaliste à bout de souffle amène les gouvernements à déclarer la guerre sociale à leurs populations au nom des budgets de guerre. L'argent doit être fléché vers la santé, l'école, les services publics, la protection sociale (...), et non détourné pour aller semer la mort ! En cela, les interventions conjointes de militants russes et ukrainiens, palestiniens et israéliens donnent espoir : les travailleurs unis peuvent empêcher ce qui n'est pas inéluctable.

Combattre pour les revendications et contre la guerre va de pair. Déployons-nous avec ce Combat social, avec les tracts FO, réunissons les salariés pour discuter de la situation, pour échanger sur les revendications et les moyens d'action pour gagner, et sans attendre d'éventuels résultats des urnes, car sans mobilisation des salariés, aucune conquête sociale n'aurait pu voir le jour !

À chaque militant FO, chaque adhérent d'échanger autour de lui, de s'engager sur le terrain pour discuter, en toute liberté et indépendance, de l'adhésion à FO et des perspectives gagnantes.

Le 13 octobre 2025

ACTUALITÉS

10 septembre : 250 000 dans toute la France !

FO au côté des travailleurs et du mouvement «bloquons tout»

Le Premier Ministre Bayrou avait annoncé de multiples mesures anti-sociales pour réaliser 44 milliards d'€ de nouvelles économies sur le dos des salariés, des fonctionnaires, des retraités....

Bayrou voulait imposer toujours plus d'économies aux dépens des salariés et de la population, alors que dans le même temps ce sont plus de 200 milliards d'aides publiques qui sont versées aux grandes entreprises et

80 milliards d'exonérations de cotisations qui leur sont accordées sans aucune contrepartie.

L'hôpital et l'école devaient être sacrifiés quand le budget pour l'armée, pour la guerre lui, dépasse les 410 milliards d'euros !

Comme le dit le secrétaire général de FO : « Le gouvernement est tombé, mais pas ses projets funestes. Une mobilisation massive est indispensable pour gagner et faire aboutir les revendications. »

Un nouveau premier ministre est nommé. Mais tout indique que la logique de destruction de la sécu, de la fonction publique, et l'aus-

guerre. C'est sur l'hôpital, l'école, la sécu, les retraites et fonctionnaires qu'ils veulent faire peser la facture.

septembre pour distribuer des tracts et filtrer la circulation dès 7h sur les ronds-points du département, sur deux ronds-points



térité vont se poursuivre.

Monsieur Lecornu était ministre des armées, dont le budget est passé à 413 milliards pour la

Des moyens pour l'hôpital pas pour les rafales !

Plusieurs centaines de personnes se sont mobilisées le 10

stratégiques de la ville d'ANGERS, à SAUMUR, à CHOLET, mais aussi sur des ronds-points de campagne.

ACTUALITÉS



Spontanément, près de chez eux.

L'UD appelait les grévistes à les rejoindre. L'accueil a été très chaleureux. Nombreux étaient les camarades présents dès 6h30.

L'Union Départementale avait mis à disposition 2000 tracts « Bloquons tout » et « Comment faire grève » sur les points de rendez-vous de la journée.

Plusieurs milliers de manifestants se sont ensuite rassemblés devant le CHU d'ANGERS, sur le piquet de grève, alors que les personnels du service d'oncopédiatrie reconduisaient la grève pour l'obtention de la prime de soins critiques.

Plus de 3000 ont décidé de manifester.

Les camarades FO se sont joints à cette manifestation.

Les manifestants, y compris des familles, scandaient des revendications dont un mot d'ordre récurrent correspondant à la situation de rejet immense de la politique menée par le gouvernement :

« **MACRON démission** ».

Les manifestants étaient pacifistes. Un arrêté préfectoral avait interdit l'accès du centre-ville dans son ensemble. Un dispositif policier important a été déployé et la manifestation a été gazée.

L'UD dénonce cette répression, qui en dit long sur l'inquiétude et

la fragilité du gouvernement.

Tout indique que la volonté de Macron est de poursuivre sa logique de destruction de la sécuri-

l'agglo étaient en grève.

Les AG dans les entreprises et les établissements n'ont pas permis de reconduire la mobilisation du



té sociale, de la fonction publique, de poursuivre dans la voie de l'austérité.

Dans notre département, nous avons 21 appels de syndicats de base, parfois intersyndicaux dans les établissements et entreprises. D'autres sections ont utilisé l'appel de l'UD ou de leur fédération.

Les Camarades ont fait remonter les taux de grévistes. Ils étaient 14% à la DGFIP.

Les resto U étaient complètement fermés. Pour le seul encore ouvert, les étudiants et les personnels se sont organisés pour le rendre gratuit.

A midi, chez SCANIA, une heure de production était perdue, 350 agents de la ville d'Angers et de

10 au 11.

Pour autant, le soir à ANGERS, au kiosque, 400 manifestants se sont réunis en assemblée citoyenne. À Nantes, ils étaient 1000 !

Partout en France, les assemblées ont fait le plein démontrant le rejet et la détermination des participants.

EN DIRECT DES SYNDICATS

Près de 2000 manifestants à Nantes le 16 septembre pour la défense de l'hôpital et contre les plans d'austérité !



À l'appel des Unions Départementales et groupements départementaux Force Ouvrière de la région des Pays de la Loire, rejoints par des syndicats CGT et CFDT, près de 2000 soignants et usagers ont marché du CHU de Nantes vers l'Agence Régionale de Santé à Nantes ce mardi 16 septembre.

Une marée de blouses blanches : infirmiers, aides-soignants, administratifs, ouvriers, médecins... tous revendiquent la fin de l'austérité dans les hôpitaux et des moyens pour soigner la population.

La Confédération CGT-Force Ouvrière était présente. Nous étions 250 du Maine-et-Loire, dont une centaine de camarades de l'interpro.

Le nouveau Premier ministre s'est exprimé lors d'une visite à l'hôpital de Mâcon.

Il a dit : « Il y a des problèmes de finances publiques parce qu'on a décidé de mettre beaucoup d'argent dans l'hôpital... ». La santé serait donc un problème pour le pays ! Mais 413 milliards d'euros pour la guerre, c'est acceptable pour Monsieur Macron et Monsieur Lecornu !

Partout, il manque des lits pour hospitaliser la population, partout il manque des effectifs médicaux et paramédicaux pour prendre en charge, dans des conditions normales, les patients. La psychiatrie est mise à mal et fait face à une pénurie de soignants et à un manque cruel de lits pour les patients. Les EHPAD n'ont pas les moyens de fonctionner normalement. **« Des plans d'économie : on n'en veut plus ! Des suppressions de lits : on n'en veut plus ! »**

Les manifestants venus des cinq départements ont marché vers l'ARS, où une délégation a été reçue par le directeur général. Force Ouvrière a demandé que les places supplémentaires en faculté de médecine passent de

440 à 900 et que les places supplémentaires dans les IFSI passent de 230 à 500 dans les Pays de la Loire. FO a également demandé, comme mesure urgente, que l'ARS stoppe les plans d'économies en cours et ceux à venir. L'agence ne répond à aucune des revendications pour lesquelles elle a pourtant la possibilité d'agir. C'est la démonstration qu'elle n'entend pas changer d'orientation ni améliorer la situation dans les établissements.

Cette manifestation régionale est un signal fort envoyé aux pouvoirs publics : les hospitaliers, avec les syndicats Force Ouvrière, ne laisseront pas faire ! Elle s'est déroulée quelques jours après la puissante mobilisation du 10 septembre et à deux jours d'un appel à la grève interprofessionnelle le 18 septembre. Face aux réponses apportées aujourd'hui par l'ARS, face à la volonté affichée par le nouveau Premier ministre de ne pas rompre avec l'austérité, il ne reste que la grève, sa reconduction et le blocage pour faire aboutir les revendications.



PORTRAIT

Cécile Maillet : conseillère Prudhommes, «C'est un mandat hyper enrichissant !»

Depuis 2018, Cécile est conseillère Prud'hommes pour la section industrie, un mandat qu'elle a accepté du bout des doigts avant de se passionner pour cette fonction et d'envisager aujourd'hui de se représenter pour la troisième fois.

Bonjour Cécile, comment es-tu devenue conseillère aux Prud'hommes ?

Au départ, je savais que le syndicat cherchait quelqu'un. Pour des raisons de représentativité, il fallait que ce soit une femme. Quand on m'a présenté la fonction, j'avais beaucoup d'appréhensions car je n'avais aucune formation juridique.

Aujourd'hui, les conseillers prud'homaux sont désignés par les organisations syndicales. Deux jours de formation sont proposés, et au début, tout me paraissait très compliqué. Heureusement, des anciens d'Angers m'ont proposé d'assister à une audience, ce qui m'a beaucoup aidée à comprendre le fonctionnement.

Justement, comment cela se passe ?

Je siége au Conseil des Prud'hommes d'Angers, au sein de la section industrie. Nous sommes toujours quatre conseillers à siéger en même temps : deux représentants du collège employeur et deux du collège salarié. À chaque audience, appelée bureau de jugement, la composition change du côté des conseillers salariés. Comme je suis la seule élue sous l'étiquette Force Ouvrière, il n'y a pas systématiquement de représentant de notre syndicat. Plus Force Ouvrière comptera de représentants dans les entreprises, plus il y aura de conseillers FO au sein du Conseil de prud'hommes. C'est pourquoi il est essentiel d'être

présents partout. À noter que je ne peux pas intervenir si je connais personnellement l'une des parties.

La procédure débute par le bureau de conciliation et d'orientation (BCO), composé d'un greffier, d'un conseiller employeur et d'un conseiller salarié. Les deux parties sont reçues ensemble, avec ou sans défenseur. C'est toujours le salarié qui saisit le Conseil des Prud'hommes. Les faits sont exposés et, si un accord est trouvé, la procédure s'arrête là.

En revanche, si aucune conciliation n'est possible, l'affaire est renvoyée devant le bureau de jugement. Elle y est plaidée. À la clôture de l'audience, nous étudions le dossier et devons répondre aux demandes formulées par le salarié. Les conseillers se réunissent alors en collégiale pour délibérer. Si aucun accord ne se dégage, l'affaire est renvoyée devant un juge départiteur : c'est lui qui tranche définitivement.

Il y a beaucoup de dossiers chaque année ?

Oui, depuis le COVID cela a presque doublé. Parfois c'est compliqué d'aider le salarié et nous avons des dossiers pas toujours faciles. Le plus souvent ce sont des dossiers pour inaptitude. Après une maladie professionnelle, il est compliqué de reclasser les agents et la facilité c'est de les dégager.

Parfois aussi, on ne peut pas donner raison au salarié qui a abusé. Moi je trouve cela hyper enrichissant. Je travaille chez Valeo depuis 23 ans où je contrôle des projecteurs, c'est-à-dire des phares de voiture, et là je découvre un autre monde. L'industrie, en fait, c'est très large. Il n'y a pas que des grosses entreprises, mais aussi des boulangeries ou des professionnels du bâtiment.



Je rencontre des personnes qui ont des métiers très différents avec des problèmes différents. Dans le secteur du bâtiment, où il y a de très petites entreprises, il y a souvent des conflits autour des congés payés et des liquidations. Les employeurs ne connaissent pas toujours bien la réglementation et ne font pas bien les déclarations.

Parfois, c'est compliqué de dire qui a raison et qui a tort car les deux parties enjolivent les choses, mais heureusement on a le dossier et le Président nous laisse poser toutes les questions que l'on souhaite.

Et pour ceux qui seraient intéressés ?

Les audiences sont publiques et chacun peut y assister. Pour nous, dans le secteur de l'industrie, c'est un mardi matin sur deux. Mais il y a d'autres sections : le commerce, les activités diverses, l'agriculture ou encore l'encadrement. C'est vraiment un mandat hyper intéressant.

L'UD recherche 2 camarades volontaires dans le secteur de l'agriculture pour exercer ce mandat au nom de FO (Angers et Saumur)



ÉCLAIRONS L'ENTREPRISE À LA LUMIÈRE DU SOCIAL

Chaque jour et depuis plus de 30 ans, nos équipes pluridisciplinaires composées d'experts-comptables, de juristes et consultants en relations sociales, d'économistes, d'industriels et de spécialistes en matière de santé, sécurité et conditions de travail se mobilisent au service des représentants du personnel et uniquement pour eux.

Notre mission commune est de veiller à ce que l'humain et le progrès social restent au cœur des dynamiques des organisations, qu'elles soient privées ou publiques. Pour cela, nos experts mobilisent collectivement leurs savoir-faire et leurs expériences pour vous être toujours plus utiles et plus proches de vos enjeux.

Syncéa a pour vocation de vous apporter ses expertises, ses conseils, ses formations et son accompagnement tout au long de vos mandats et au service de votre engagement.

EN DIRECT DES SYNDICATS

Assemblée générale de rentrée

Moment essentiel de notre démocratie syndicale



Cette année, notre assemblée générale s'est tenue entre deux mobilisations très importantes : celle du 10 septembre, avec pour mot d'ordre « Bloquons tout », et celle organisée par les confédérations contre le budget Bayrou.

Nombre de camarades n'ont pas compris le choix des confédérations de ne pas faire coïncider ces deux dates. Certains ont également souligné la nécessité d'un positionnement clair de notre organisation contre la guerre et ont regretté l'absence du logo FO sur le communiqué intersyndical appelant à la journée mondiale pour le cessez-le-feu à Gaza, le 6 septembre. Ils ont pu exposer librement leur point de vue à Patricia Drevon, secrétaire confédérale, venue participer à notre assemblée générale. Devant plus de 170 camarades, après le rapport de Magali Lardeux, secrétaire générale de l'UD, 16 interventions ont eu lieu, suivies de la réponse de notre camarade Patricia, représentante de la Confédération. Vous trouverez ci-après un résumé des interventions de nos camarades.

Armelle Champagne – Secrétaire

du syndicat FO de la santé privée

Le budget Bayrou prévoit 44 milliards d'euros d'économies réalisés sur le dos des travailleurs et des citoyens les plus précaires : hausse des franchises médicales, 7 jours de carence en cas d'arrêt maladie. Faute de reconnaissance, notamment salariale, les soignants perdent le sens de leur métier. Pourtant, ils restent déterminés : 34 camarades seront présents le 16 septembre à l'ARS pour défendre la santé et les droits des salariés !

Alexandre Tallier – Secrétaire FO Césame

La guerre économique voulue par Macron s'est transformée en guerre tout court.

Les gouvernements successifs ont redirigé l'argent des services publics vers l'armée, creusant la dette pour justifier ensuite des réformes antisociales et la destruction des services publics. L'hôpital est exsangue, la psychiatrie laissée pour compte : on ferme des lits et on généralise l'ambulatoire. Seul le rapport de force permettra de changer les choses : nous étions 28 % en grève le 10 septembre, et nous serons à l'ARS le 16 !

Willy Duval – Secrétaire FO Métaux 49

Il faut combattre la volonté de Macron de détruire la Sécurité sociale et les services publics au profit des actionnaires, des riches et de la guerre. Les salariés n'en peuvent plus de cette politique. Tout l'été, les métallos du 49 nous ont interpellés sur la journée du 10 septembre : notre syndicat départemental a appelé et joué son rôle dans la construction du rapport de force. La journée du 18 septembre semble structurée et digne d'être soutenue. Faut-il rappeler où nous ont menés les 14 journées de mobilisation contre la réforme des retraites en 2023 ? Ces derniers mois, les positions de l'intersyndicale nationale ont parfois donné l'impression que nos confédérations cherchaient à préserver la stabilité de Macron. Pourquoi ? Je n'ai pas la réponse. En tant que métallo, je ne me réjouis pas que l'économie de guerre fasse tourner les usines d'armement, alors que les autres branches de la métallurgie souffrent. L'heure est à l'interprofessionnel, pas à la résignation ! Ne restons pas enfermés dans nos entreprises : nous serons dans

EN DIRECT DES SYNDICATS



les cars le 16, et présents au meeting contre la guerre le 5 octobre. Combattre la guerre - sociale ou militaire - c'est le rôle des syndicalistes !

Vincent Lanche – Secrétaire OSDD49

En janvier 2024, VYV3 Pays de la Loire s'est restructuré, nous obligeant à revoir l'ensemble des accords d'entreprise, dont le plus important : celui du temps de travail. En décembre de la même année, face aux propositions indignes de la direction, le syndicat FO a décidé de mettre en place un véritable rapport de force.

Après plusieurs journées de grève, celle du 29 avril a permis d'obtenir des avancées très concrètes dans les négociations. L'accord proposé par la direction a donc été signé par FO. Il n'est pas parfait, mais il a permis aux salariés de ne pas perdre de droits. Il a aussi ouvert la voie à la signature de deux autres accords importants : le maintien de toutes les conventions collectives et la mise en place d'une prime décentralisée pour les salariés relevant de la CCN 51. Lors des NAO, nous avons obtenu

une prime de 800 € pour les salariés de l'audio et de l'optique, ainsi qu'une augmentation de 110 € brut pour les fonctions support. Notre travail a été reconnu par nos collègues : nous avons gagné !

Cathy Gadbin – Secrétaire FNEC FP FO 49

« Macron démission » : tel était le mot d'ordre de la mobilisation du 10 septembre à Angers. Nos collègues et les jeunes ne veulent pas d'argent pour la guerre, mais des moyens pour l'Éducation nationale. Ils ne veulent pas de Parcoursup, mais un avenir qu'ils choisissent ! Le gouvernement est tombé, mais pas la politique de Macron. Nos collègues ne veulent plus de journées « saute-mouton ». Faute de moyens, nos conditions de travail se dégradent : il faut organiser la riposte !

Yann Paul – OS49

Depuis le 19 octobre 2023, notre UD participe chaque semaine aux manifestations pour Gaza. Des motions ont été votées par la commission administrative et notre syndicat : cessez-le-feu

immédiat, arrêt du massacre du peuple palestinien, fin des livraisons d'armes par la France à Israël. Notre Confédération a publié deux communiqués (les 9 et 20 octobre 2023) et adressé une lettre à Macron en 2025, mais cela reste insuffisant. J'ai été surpris de voir un appel interconfédéral le 6 septembre avec la CFTD et la CGT, sans la présence de notre logo. J'espère que face à plus de 60 000 morts, notre Confédération adoptera enfin une position plus claire, à l'image de notre UD. Les OS49 décideront de leur participation au 18 en toute indépendance : nous agissons selon nos revendications et notre liberté syndicale.

Xavier Redon – Secrétaire FO Territoriaux Ville d'Angers, ALM, CCAS

Je regrette l'absence d'appel confédéral à la journée du 10 septembre. Ne devons-nous pas être l'outil de la mobilisation des salariés quand la colère gronde ? 300 agents de la Ville, de l'Agglomération et du CCAS étaient mobilisés : fallait-il les abandonner ? Nous devons rester au plus près des revendications du terrain, c'est notre force !

Chantal Chauvry Lanche – Secrétaire FO Territoriaux Ville de Saumur

En 2025, le syndicat FO des territoriaux de Saumur s'est battu pour le pouvoir d'achat. Entre l'inflation et le gel du point d'indice, nos collègues souffrent. Nous avons obtenu le versement du « bonus attractivité » pour les personnels des crèches grâce à la détermination de nos collègues et à la menace d'une journée de grève. Les élus ont fini par céder !

Lucienne Sineau – Section France Travail, OSDD49

Les réformes successives ont durci les conditions d'accès à l'indemnisation chômage. La loi « plein emploi » dégrade

EN DIRECT DES SYNDICATS



les conditions de travail à France Travail, prévoit des suppressions de postes et un recours massif à la sous-traitance et à l'IA. France Travail devient une « gare de triage » où les demandeurs d'emploi seront corvéables à merci. La politique de Macron vise à faire travailler les gens plus tôt, plus longtemps et à moindre coût.

Seymour Betaouaf – Secrétaire OS49

Le syndicat des Organismes Sociaux du 49 dénonce le massacre à Gaza et exige un cessez-le-feu immédiat. Pendant ce temps, Trump pousse l'Europe à augmenter ses budgets militaires, et Macron s'exécute : 413 milliards seront consacrés à la guerre ! Cette économie de guerre s'accompagne d'une austérité imposée aux Français, alors même que les cadeaux fiscaux aux riches ont creusé la dette. Aucune évaluation n'a démontré que ces aides aux entreprises ont amélioré le pouvoir d'achat. La seule solution : augmenter les salaires ! En cette année des 80 ans de la Sécurité sociale, nous devons la défendre face aux attaques. Le 10 septembre, 50 % des agents de la plateforme téléphonique et 30 % des agents d'accueil étaient en grève. Le 16 septembre, 25 d'entre nous monteront à l'ARS pour soutenir les hospitaliers !

Fred Dauvier – Secrétaire FO Résidences du Val d'Oudon

Que faire ? Bloquer ? Oui, mais parla

grève, avec le soutien de notre Fédération et de notre Confédération. Ce soutien a malheureusement été trop discret le 10 septembre dernier.

Daniel Juret – Ancien Secrétaire UD FO 49, pour l'UDR

L'UDR participe à toutes les initiatives de l'UD : solidarité internationale, lutte contre la guerre, défense des droits sociaux. Présente aux blocages et à la manifestation d'hier, elle sera aussi à l'ARS mardi. L'UD a eu raison de prendre toute sa place dans la mobilisation citoyenne, en toute indépendance. La jeunesse s'est fortement mobilisée : un point d'appui pour la suite ! Les retraités, eux, sont de nouveau ciblés : gel des pensions, doublement des franchises médicales, suppression de l'abattement fiscal. Macron continue sa politique d'austérité : l'année blanche et les sous-indexations programmées jusqu'en 2030 vont encore appauvrir les retraités.

Christelle Neau – Secrétaire FO ESBV

Bien vieillir, c'est respecter la personne ! Nos conditions de travail, et donc d'accueil des résidents, se dégradent gravement. L'EHPAD est devenu un commerce qui doit être rentable. Nous finissons par devenir, malgré nous, maltraitants. Je dis STOP !

Bruno Moisy – FO PCET 49

Les agents des petites communes

ont de grandes difficultés à faire entendre leurs revendications. Certains maires manquent de respect envers leurs agents, ce qui les isole et les décourage. La territoriale, c'est l'affaire de tous !

Hélène Jouanneau – Secrétaire Adjointe FO CHU Angers

Elle est revenue sur la lutte menée par le service d'oncologie pédiatrique du CHU pour obtenir la prime de soins critiques. Après plusieurs journées de grève, la direction a ouvert les négociations.

Aurélien Flau – Secrétaire FO Métaux Cholet

Il a exprimé son désaccord avec la position confédérale de ne pas appeler explicitement à la mobilisation du 10 septembre, et a indiqué qu'à Wibaie Cholet 95 salariés avaient été grévistes.

Benjamin Delrue – Secrétaire FO CHU Angers

Il a fait le point sur la préparation de la mobilisation du 16 septembre : plus de 1 000 inscrits FO à ce stade. « L'action syndicale pour la paix, c'est les militants qui refusent de charger les caisses d'armes dans les bateaux ou les avions, c'est de se mobiliser les samedis, c'est de se battre contre les budgets de guerre ! »

ACTUALITÉS

Mobilisations des 18 septembre et 2 octobre



**La stratégie de journées saute-moutons des confédérations n'a pas convaincu les salariés
FO avait pourtant proposé aux autres centrales le principe d'une reconduction sur 3 jours
au lieu d'une nouvelle journée isolée le 2.**

Le 18 Septembre nous étions
près de 10 000 en Maine-et-Loire.

Dans la continuité du 10 septembre, les mots d'ordre des manifestants étaient clairs : non à l'austérité budgétaire, non aux budgets de guerre, hausse des salaires, des investissements pour les services publics, abrogation de la réforme des retraites, ...

La grève a été plus importante que le 10 décembre. Dans le département, à la DGFIP par exemple, on passe de 14% de grévistes à 20% voire 35% si on ne compte que les personnels en contact avec le public, à l'URSSAF on passe de 19% à 27% de grévistes...

Mais les militants FO sont unanimes : ils ne veulent pas se laisser enfermer dans des journées saute-moutons stériles !

Le 2 octobre en désaccord avec les décisions de l'intersyndicale nationale ils ont adopté une motion et décidé de discuter avec l'ensemble des adhérents et avec les syndicalistes, militants autour d'eux.

60 militants et adhérents FO, grévistes, se sont réunis à 9h le 2 octobre.

A 11h, l'UD a ensuite mis à disposi-

Nous, 60 grévistes et adhérents FO réunis à la Bourse du Travail d'ANGERS le jeudi 2 octobre 2025 faisons le constat que **les journées de mobilisation saute-mouton n'amènent pas la victoire.**

A contrario, nous constatons que **la reconduction de la grève permet des victoires locales** (VYV3 PDL, CHU d'ANGERS, CH LAVAL, plateforme téléphonique de la CPAM ...)

La situation sociale ne cesse de se dégrader. Notre responsabilité collective est de tout faire pour arrêter la marche à la misère, en obtenant l'augmentation générale des salaires, le retrait de tous les plans d'austérité, et d'empêcher la destruction des conquêtes collectives arrachées par nos anciens : notre sécu, nos retraites, nos services publics !

Avec un Président à 15% de taux de confiance, après la censure et la chute de plusieurs gouvernements, la fragilité de ceux qui veulent imposer par la force leur politique est très claire.

Nous considérons qu'un **appel national unitaire à la tenue d'assemblées générales partout dans le pays pour organiser la grève sur plusieurs jours consécutifs**, avec la mise en place de **caisses de grève**, permettraient d'offrir une perspective gagnante.

Nous faisons connaître cette motion largement, afin d'en discuter autour de nous et pour pouvoir s'unir avec ceux qui en partagent le contenu.

tion son matériel place Leclerc pour permettre une discussion plus large et renforcer les liens avec ceux qui partagent ce point de vue et qui veulent faire l'unité pour GAGNER. A 14h, 2500 manifestants ont défilé. Nous étions à l'arrière du cortège, juste derrière la CFDT qui ne veut plus entendre parler de l'abrogation de la réforme des retraites et maintient avec la CGT la FSU et SUD le carcan des journées de «grève hebdomadaire».

Nous étions 250 dans le cortège FO et nous avons scandé nos slogans bien forts : nos revendications (augmentation générale des salaires, abrogation de la réforme des retraites, retrait de tout plan d'austérité) et le moyen efficace pour gagner (grève, blocage jusqu'à satisfaction) ... Il est à noter que notre positionnement amène des discussions dans les autres organisations syndicales dont les adhérents sont bien d'accord avec nous.

ACTUALITÉS

Meeting contre la guerre du 5 Octobre 2025

Plus de 4000 personnes, dont 47 militants de l'Union Départementale FO de Maine-et-Loire, ont participé au meeting international contre la guerre organisé à Paris, le 5 octobre, à l'appel de personnalités (syndicalistes, artistes, militants associatifs et politiques) pour dire non à la guerre, non aux budgets de guerre et d'austérité, pour le cessez-le-feu en Ukraine, en Palestine et pour la fin du génocide à Gaza.

Des intervenants venus de Palestine, d'Israël, d'Ukraine, de Russie, des Etats-Unis, du Royaume Uni, d'Italie, de France sont montés à la tribune pour exprimer la résistance des peuples contre la marche à la guerre, contre les fauteurs de guerre et pour en finir avec les politiques de misère partout dans le monde.

Un véritable vent internationaliste, pour l'arrêt des massacres des peuples et contre les budgets de guerre utilisés pour sacrifier les droits et les acquis des travailleurs, a soufflé sur le meeting rappelant, en particulier, que



le combat pour la paix, pour l'internationalisme ouvrier, pour la fraternité entre les peuples ne saurait être étranger au combat syndical et qu'il en est même le fondement.

Paul Valéry disait «*La guerre c'est un massacre de gens qui ne se connaissent pas au profit de gens qui se connaissent bien mais ... qui ne se massacrent pas!*»

Fidèle à notre tradition pacifiste et internationaliste, l'Union Départementale FO réaffirme qu'elle

sera de toutes les initiatives visant à exiger la paix et se félicite du courrier de Frédéric Souillot Secrétaire Général de la Confédération FO au Président Macron pour que la France procède à une rupture des relations diplomatiques avec Benjamin Netanyahu et son gouvernement, qui poursuit inlassablement son objectif de destruction de Gaza et des populations palestiniennes.



80 ANS DE LA SÉCU

1995 fut l'année du cinquantenaire de la Sécurité Sociale. Un anniversaire au cours duquel celle-ci eut à essuyer une des offensives les plus virulentes de son Histoire : **le plan Juppé**. Celui-ci, combattu avec force par les salariés de ce pays, aura finalement représenté un véritable basculement, contradictoire aux principes de 1945. Toute la politique de destruction de la Sécurité Sociale conduite aujourd'hui par Macron et ses affidés s'inscrit dans les dispositions alors mises en œuvre, avec lesquelles il est plus que jamais nécessaire de rompre.

1995 : Le plan Juppé/Notat et la Résistance



Au début de l'année 1995, au cours d'un meeting massif de Force Ouvrière au Palais omnisports de Bercy, Marc BLONDEL, secrétaire général de la CGT-FO, déclare face aux rumeurs de « réforme » de la Sécurité sociale : « la défense de la Sécurité sociale vaut bien une grève. »

À l'automne de la même année, Alain Juppé, Premier ministre de Jacques Chirac, présente son plan dit de « sauvegarde » de la Sécurité sociale.

Il apparaît rapidement que ce plan a été corédigé avec Nicole Notat, alors secrétaire générale de la CFDT. Pendant des semaines en novembre-décembre 1995, grèves et manifestations de masse (les plus importantes depuis 1968) vont se succéder dans tout le pays. La grève est totale dans certains secteurs comme la SNCF. Les grèves n'ayant pas atteint la même profondeur dans toutes les professions, les résultats sont différenciés.

D'un côté, le Gouvernement ne par-

vient pas à liquider les Régimes spéciaux, qui constituent un obstacle au démantèlement du Régime général.

Mais d'un autre côté, des coups très rudes sont portés à l'Institution : la contre-réforme donnera lieu à la loi du 30 décembre 1995 autorisant le gouvernement à réformer la protection sociale par ordonnance puis aux ordonnances du 24 janvier et du 24 avril 1996.

LFSS, ONDAM et COG : le budget de la Sécurité sociale échappe à ses gestionnaires

Juppé annonce ainsi l'établissement d'une loi annuelle de la Sécurité sociale (LFSS) votée chaque année par le Parlement et qui fixe les objectifs de progression des dépenses d'Assurance-Maladie (ONDAM).

Cela signifie que la Sécurité sociale est mise sous tutelle de l'État et doit répondre aux objectifs fixés par celui-ci plutôt qu'aux besoins des assurés en matière de dépenses de santé.

Les directeurs d'organismes et les Conseils d'Administration se voient dicter leur budget à travers de nouvelles procédures :

➔ Une Convention d'Objectifs et de Gestion (COG) est signée entre l'État et chacune des Caisses Nationales. Il y a donc cinq COG : Maladie, Risques professionnels, Vieillesse, Famille, et Recouvrement ; qui fixeront aux caisses nationales des objectifs de « performance », de « qualité de service » et de « gestion financière » de façon pluriannuelle. Ces COG ont depuis les effets dévastateurs que nous connaissons en matière notamment de suppressions de postes dans les organismes de Sécurité sociale.

➔ Chaque COG est déclinée en Contrats pluriannuels de gestion (CPG) signés entre chaque organisme et sa Caisse Nationale.

Les administrateurs perdent leur pouvoir : non seulement les budgets leur sont imposés, mais ils perdent aussi un pouvoir essentiel : la nomination des Directeurs et Agents comptables des organismes qui, à partir de ces ordonnances, seront directement nommés par les Caisses nationales, donc d'autant plus enclins à exécuter les consignes !

Ce bouleversement amène le Congrès confédéral FO, qui se tient à Paris fin 1996, à juger que le Président de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie ne pourra être que celui qui orchestre la mise en œuvre de la COG, c'est-à-dire de la politique gouvernementale.

En conséquence le Congrès prend la décision de refuser la présidence du Conseil d'Administration de la CNAMTS qu'il détient depuis sa création (1967).

Création des URCAM et des ARH

Les ordonnances de 1996 créent de nouveaux organismes :

➔ Les Unions régionales des Caisses d'Assurance Maladie (URCAM) en

80 ANS DE LA SÉCU

vue de fusionner à terme tous les régimes,

- Les Agences Régionales d'Hospitalisation (ARH), groupements d'intérêt public, véritable bras armé de l'État pour réduire les dépenses hospitalières.

Autant le rôle des URCAM restera minime, autant celui des ARH, qui deviendront ARS (Agences Régionales de Santé) en 2010, pèsera très lourd sur les établissements sanitaires en se traduisant par des suppressions de postes, des fermetures de services et d'établissements entiers (notamment des maternités).

Au niveau de l'Assurance Maladie, les ARH auront aussi des conséquences importantes.

En effet, les Caisses Régionales d'Assurance Maladie (CRAM) avaient dans leurs attributions le financement des établissements sanitaires et médico-sociaux. Ces compétences sont transférées aux ARH, en conséquence, des personnels des CRAM sont transférés dans ces nouveaux organismes, qui accueilleront aussi les personnels des Directions régionales de l'Action sanitaire et sociale (DRASS) et des Directions départementales de l'Action sanitaire et sociale.

Parallèlement, les Caisses de Sécurité sociale avaient créé, depuis leur origine, et géraient tout un réseau d'établissements sanitaires et médico-sociaux qui ont grandement participé à l'amélioration de la santé dans notre pays. Par la suite, la plupart de ces établissements se sont concentrés dans les CRAM.

Les Pouvoirs publics ont alors considéré que les CRAM qui participent aux ARH et contrôlent donc l'activité des établissements sanitaires ne pouvaient plus gérer eux-mêmes des établissements.

La conséquence est la création en 1998-1999 de nouveaux organismes chargés de la gestion des établissements de l'Assurance maladie : les UGECAM, Unions de gestion des établissements des caisses d'assurance maladie. Ce sont donc des milliers de salariés qui vont devoir quitter leur CRAM.

Une fiscalisation accrue

Le plan Juppé est aussi l'occasion d'intensifier la fiscalisation de la Sécurité sociale initiée en 1991 par le gouvernement Rocard avec l'instauration de la CSG.

En effet, le gouvernement d'une part **augmente le taux de la CSG**, qui passe

de 2,4 % à 3,4 %, et d'autre part **met en place la CADES** (Caisse d'Amortissement de la Dette Sociale), établissement public chargé « d'éponger la dette sociale » à travers la création d'un impôt nouveau, la CRDS (Contribution pour le Remboursement de la Dette).

Instaurée au détriment de la cotisation, celle-ci s'applique depuis à un taux de 0,5 % sur la quasi-totalité des revenus et est prélevée directement par l'employeur pour les salaires. Là encore, la logique du « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins » est mise à mal et l'intrusion de l'État dans les affaires de la Sécurité sociale toujours plus intense.

L'attaque sur les Fonctionnaires

Il faut le rappeler, à travers son plan, Juppé entendait également s'en prendre aux droits des fonctionnaires avec un passage de 37,5 à 40 années pour bénéficier d'une pension à taux plein comme l'avait imposé dans le privé la réforme Balladur de 1993.

Par ailleurs, le plan prévoyait le changement de mode de calcul des retraites des fonctionnaires (25 meilleures années au lieu des 6 derniers mois)

À cette occasion, les médias s'épancheront régulièrement en particulier sur les supposés « privilèges » des agents de l'État, dénonçant en particulier les régimes spéciaux que le gouvernement entendait détruire en les alignant sur le régime général.

Puisqu'on a atomisé les droits des uns, pourquoi ne pas détruire les droits des autres au nom de l'égalité ? Toujours la même rengaine pour diviser la classe ouvrière, rengaine vaine en l'occurrence puisque ce volet de la contre-réforme échouera.

La résistance au plan Juppé/Notat

Les grèves de novembre-décembre 1995 pour le retrait du plan Juppé furent les plus importantes depuis mai 1968. Des millions de salariés cessèrent le travail et les manifestations réunirent régulièrement des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes dans tout le pays (jusqu'à 1,5 million le 7 décembre et 2,4 millions le 12 décembre). La mobilisation dans la grève reconductible des cheminots, des agents de la RATP, dans l'Éducation nationale, entraîna une paralysie quasi totale du pays à partir de fin novembre.

Le rôle de FO et de son Secrétaire général Marc Blondel fut déterminant pour maintenir l'unité syndicale

avec la CGT et donner confiance au mouvement. En effet, FO tint bon en maintenant la revendication de retrait total du plan et en refusant tout aménagement de celui-ci.

Pendant ce temps-là, bien sûr, la CFDT emprunta le chemin inverse, offrant son aide au Premier ministre, tant et si bien qu'au cœur des manifestations, le projet entra dans l'Histoire comme étant le plan « Juppé-Notat », accolant le nom du chef du gouvernement à celui de la Secrétaire générale d'une organisation syndicale dont de nombreux militants réprouvaient eux-mêmes les compromissions.

La Sécu, elle est à nous !

Au final, les ordonnances contre la Sécurité sociale furent donc bien publiées. C'est notamment sur cette contre-réforme d'ampleur que Macron s'appuie pour poursuivre et accélérer son œuvre destructrice.

En même temps, les rapports de force institués en novembre-décembre 1995 par la grève reconduite dans un certain nombre de secteurs contraignirent le gouvernement de l'époque à renoncer à la réforme des retraites de la Fonction publique, et alimentèrent la crise de cette politique.

Ce contexte contraignit Chirac à dissoudre l'Assemblée nationale un peu plus tard et à perdre de façon cinglante sa majorité parlementaire.

Depuis, d'autres contre-réformes des retraites sont intervenues et l'offensive contre la Sécurité sociale s'est approfondie notamment avec la suppression de la cotisation maladie des salariés en 2018 et l'augmentation de la CSG à 9,2 % des revenus.

Mais au centre de la bataille de 1995 se trouvait bien la question de la préservation de la Sécurité sociale de 1945 et de ses fondements. Il y a été réaffirmé avec force par la classe ouvrière de ce pays que la Sécu appartient aux assurés et non à l'État, aspect concentré dans un mot d'ordre émergeant alors des rangs de Force Ouvrière « La Sécu on s'est battus pour la gagner, on se battra pour la garder ! »

À l'heure où Macron et ses gouvernements affichent leur volonté de « réformer en profondeur » le financement de la protection sociale pour en finir avec les cotisations, et entendent faire des dizaines de milliards d'économies sur le dos des assurés, ce mot d'ordre là reste le nôtre, il est plus que jamais d'actualité !

